



**Monsieur Emmanuel MACRON**  
**Président de la République**  
**française**  
Palais de l'Elysée

55 Rue Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Cayenne, le 18 octobre 2017

**Objet :** *Demande de rencontre avec le Président de la République*

Monsieur le Président de la République,

Le préambule de l'accord de Guyane du 21 avril 2017 signé par l'Etat, les élus guyanais et le KPLD, précise que « *les réponses apportées par l'Etat n'ont jamais été à la hauteur des difficultés singulières et réelles que la Guyane connaît, qui ne sont pas celles des autres outre-mer et encore moins celles des autres collectivités françaises, comme l'a très justement relevé le Conseil Constitutionnel dans sa décision n° 2016-589QPC du 21 octobre 2016* ». Même si, il était important que l'Etat reconnaisse cet état de fait, nous considérons que si les mesures nécessaires à la réhabilitation de la Guyane ne sont pas prises, l'Etat français, pays des droits de l'homme, ne serait pas à la hauteur de ses valeurs.

De plus, Jean-Claude JUNCKER, Président des RUP que vous viendrez accompagner lors de la XXIIème conférence des RUP ayant lieu en Guyane et dont la présidence est assurée jusqu'à la fin du mois par le Président de la CTG, a pris la mesure de notre situation lors du forum des RUP du 31 mars 2017 devant la Commission Européennes en disant « *Je voudrais adresser un message de sympathie tout particulier à nos amis en Guyane qui traversent des heures difficiles et je voulais leur dire que toute ma sympathie est de leur côté, parce qu'en Guyane, comme ailleurs, nous avons fauté par inattention; et la Guyane n'est pas le seul territoire ultrapériphérique à se trouver dans cette situation* ». Aussi, après des déclarations aussi fortes d'instances aussi importantes, les guyanais attendent légitimement de voir leur quotidien répondre aux critères normaux de tout pays développé.

Le Kolèktif Pou Lagwiyan Dekolé (KPLD), seul signataire des Accords de Guyane pour la société civile, se mobilise activement depuis plusieurs mois afin de permettre aux engagements pris dans ce document d'être appliqués. Nous avons été présents et constructifs au sein des différents ateliers sectoriels du mois d'août, nous avons sollicité auprès du SGAR que les ateliers inachevés soient terminés comme indiqué dans l'accord et nous avons demandé la planification de l'application des différentes phases que contient l'accord. Aussi, et à ce titre, nous souhaiterions bénéficier d'un temps d'échange avec vous (en personne) lors de votre prochain passage en Guyane prévu entre le 26 et le 28 octobre 2017.

En effet, les Accords de Guyane actent trois phases :

- Le plan d'urgence d'1,86 milliard sur lequel vos services travaillent depuis votre élection et sur lequel deux points d'étape nous ont été faits
- Le plan supplémentaire de 2,1 milliards sur lequel nous n'avons à l'heure aucune visibilité et qui contient des mesures importantes en matière de désenclavement du territoire, de couverture sanitaire et d'infrastructures éducatives.
- Le Projet Guyane, qui sera soumis à votre Gouvernement à l'issu des états généraux qui seront prochainement mis en place, comme acté par le Congrès des élus du 14 octobre 2017. Document, que nous souhaitons voir comme référence du projet de développement de la Guyane.

Ce rappel a pour objectif de vous permettre d'arriver en Guyane en n'omettant pas le contexte de crise globale que traverse notre pays depuis des décennies. Tous les problèmes n'ont pas été réglés par cette mobilisation et les conséquences des problématiques que nous avons soulevées, particulièrement en matière de sécurité, sont encore bien présentes.

Nous vous savons informer de la situation sanitaire de notre « pays » au vu de la fiche sanitaire que le service de presse de l'Elysée a transmis aux journalistes des médias nationaux devant couvrir votre première visite officielle en Guyane. Dans cette note, nous avons appris que vous déconseillez de boire l'eau du robinet, de manger notre poisson ou des aliments crus, de se baigner dans nos rivières et de bien se protéger dans moustiques du fait de l'épidémie de Zika (dont la fin de la phase épidémique a été actée en octobre 2016 par le Préfet Martin JAEGER). En somme, vous vous inquiéter de tout ce qui constitue notre quotidien...notre mode de vie normal...Vous considérez la Guyane comme une zone à risques sanitaires importants !

Dans un premier temps, nous avons été outrés, nous nous sommes sentis insultés voire blessés que de tels conseils sanitaires soient donnés, caractérisant encore et toujours la Guyane comme un « enfer vert », traitant notre territoire comme une zone tiers-mondiste, car cela nous renvoyait à l'image qui persiste et perdure que Nous, Guyanais sommes d'être des français et des européens de seconde zone.

Puis, avec un peu de recul, nous avons considéré que le fait que vous soyez parfaitement au fait de nos conditions de vie était un point positif ! Votre forte inquiétude étant palpable quant à la santé des médias nationaux, nous sommes rassurés car nous sommes maintenant certains que votre visite en Guyane ne sera pas une « visite de courtoisie ». Nous savons, dès lors, qu'elle aura pour objectif principal de donner à la Guyane les fonds nécessaires au rattrapage de son retard structurel dans le domaine sanitaire particulièrement, pour que la santé de tous les guyanais, des français, quelque soit leur positionnement sur le territoire, soit assurée. Mais également, sur la question de l'éducation qui demeure une véritable problématique en Guyane du fait du manque d'infrastructures, de l'isolement de certaines communes et de l'inadaptation du système éducatif aux réalités guyanaises.

Monsieur le Président, la diffusion de cette fiche sanitaire, qui était visiblement une note interne conforte l'idée que nous avons de votre bonne appréhension de l' « état » catastrophique de la Guyane. Des telles préconisations ne peuvent rester sans solutions pour y remédier... ce serait de la non-assistance à personne en danger !

Monsieur le Président de la République, la Guyane est un « écart » français en continent sud-américain, nos voisins du plateau des Guyanes comme le Suriname et le Guyana font partie des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud, leur situation économique fait apparaître la Guyane comme un Eldorado ce qui engendre des répercussions sur notre quotidien telle que l'immigration clandestine massive qui a pour objectif la recherche d'une vie meilleure. Parallèlement, des flux migratoires importants de certains pays de la Caraïbes comme Haïti ou la République dominicaine existent également

avec l'incapacité pour la Guyane d'offrir des conditions de vie acceptables. De facto, la question de l'habitat illégal et spontané, de l'économie parallèle et plus globalement du désordre social et sanitaire engendré se pose. La Guyane est comme la France une terre apparaissant comme une « aubaine sociale », pourtant cette situation n'existe qu'à travers le transfert de minimas sociaux. Comment pouvons-nous accepter d'accueillir des êtres humains, qui souffrent dans leur pays, en étant incapables de leur offrir de vraies perspectives ? Un pays à le devoir de rendre possible l'évolution, d'encourager l'ambition, de soutenir l'innovation pas de créer des générations d'assistés !

Notre positionnement géographique impacte notre quotidien : nos frontières sont des fleuves poreux sur lesquels les services de la PAF et de la Douane, de leur aveu, peinent à avoir une action efficace, nos hôpitaux dispensent des soins gratuitement –contrairement aux systèmes de santé de nos voisins, particulièrement les Surinamais- mais ne répondent pas pour autant à l'offre de soin que l'on trouve en Hexagone et que l'on attend d'un pays développé et, notre système éducatif ne prend pas en compte le fait que la langue maternelle de tous les guyanais ne soit pas le français et que certaines communes ne soient accessibles qu'en pirogue pour exemples les plus parlants.

De plus, nous subissons une insécurité grandissante du fait de la faiblesse des perspectives de nos jeunes lié au décrochage scolaire, au taux de chômage grandissant lié à la faiblesse du tissu économique et donc à son incapacité à créer de l'emploi, aux conditions de vie difficiles (précarité de l'habitat et accès à l'énergie inégal sur le territoire), à l'échec de l'intégration des populations venant d'ailleurs et ne trouvant pas leur place au sein de la société. Nous sommes un territoire de transferts avec une économie dépendant essentiellement de la commande publique qui compte 80% de fonctionnaires et sur laquelle les freins de développement sont sclérosés.

Victor HUGO disait « Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons », force est de constater que les écoles sont insuffisantes et les prisons surchargées... ce n'est pas l'ambition que nous avons pour notre territoire qui laisse s'échapper ses potentialités faute d'emplois qualifiés ou de structures adaptées.

Les hôpitaux ferment dans certaines régions faute d'activités, en Guyane, le CHAR, hôpital de référence, ne sait pas répondre à nos besoins les plus vitaux, l'hôpital de référence en Guyane est en faillite et n'arrive parfois même pas à nourrir correctement les patients. Nous connaissons la problématique liée à la pénurie de professionnels de santé, pour autant, nous ne disposons d'aucun CHU permettant la formation de Guyanais. Le CHOG, seul hôpital dans l'Ouest guyanais dont l'extension est actuellement en cours est déjà trop petit et voit 80% de son activité consacrée à la maternité. Les habitants de la vallée du Maroni doivent être évacués en Hélicoptère du fait du désert médical existant sur cette partie de notre territoire. S'agissant de l'est guyanais, les scandales sanitaires sont nombreux avec le retour de maladies éradiquées en Hexagone et lié chez nous à des problématiques d'adduction en eau potable et de pollution des fleuves par l'orpaillage clandestin. La population guyanaise vit encore au 21<sup>ème</sup> siècle dans des conditions inacceptables, nous aimerions vous rappeler que la vie du guyanais est aussi importante que celle de tous les français et que la préservation de sa dignité humaine ne peut pas être occultée !

Monsieur le Président, la Guyane permet à la France d'être une puissance mondiale dans plusieurs domaines d'excellence : le spatial et la biodiversité sont les principaux fleurons. Même la production énergétique est vertueuse à 60% du fait des barrages hydrauliques alimentant la Guyane. Pourtant, nous subissons une précarité électrique forte avec des coupures à répétition, la dernière en date du jeudi 12 octobre 2017 a plongé l'ensemble du littoral dans un black-out pendant plus de 4 heures. Nous ne comptons plus le nombre de coupures quotidiennes, de plusieurs heures voire de plusieurs jours, que subissent les habitants de la vallée du Maroni, de l'est et de l'ouest de la Guyane tant ces situations sont fréquentes, y compris sur certaines zones du littoral.

Finalement, la Guyane est enclavée à tous les niveaux !

Alors, que devons-nous penser d'un pays comptant parmi les plus grandes puissances mondiales qui laisse un de ses « enfants » dans une situation de sous-investissement et de sous-équipement depuis plus de 50 ans ?

En 2017, il a fallu qu'une « loi égalité réelle » soit pensée pour permettre d'envisager la convergence des niveaux de vie entre les outre-mers et celui de l'Hexagone, après plus de 70 ans de départementalisation pour la Guyane. Parallèlement, nous constatons que les crédits à l'outre-mer et à la cohésion sociale sont en chute libre sur la PLF 2018... quand on connaît le contexte de crise sociale que traverse la Guyane mais également la France hexagonale avec toutes les questions identitaires et sécuritaires...toutes les difficultés rencontrées pour instaurer un véritable « vivre-ensemble », on ne comprend pas les choix faits par votre Gouvernement.

Nous sommes, en 2017, encore dans la satisfaction des besoins primaires tels que l'accès à l'énergie, la construction d'écoles ou de centres de santé sur toutes les communes de Guyane quand d'autres régions françaises améliorent leur présence dans l'ère du numérique et de l'excellence.

Le 28 mars 2017, la population guyanaise s'est soulevée, lasse d'être oubliée voire maltraitée ! Un mouvement d'une telle ampleur n'avait jamais été vu de mémoire d'historien, toutes les communes de Guyane étaient mobilisées !

*« Ces manifestations faisaient suite à de longues années de mise en garde de l'Etat et des gouvernements successifs par les élus et de revendications de la population qui se sont intensifiées en 2017, exprimant un sentiment d'abandon par la République et revendiquant un traitement juste et équitable des difficultés et des défis auxquels la Guyane doit faire face – Accord de Guyane du 21 avril 2017»*, l'Etat doit prendre la mesure de ce qu'il s'est passé et s'inscrire dans la co -construction d'un système adapté à la Guyane lui permettant de sortir de ce marasme ambiant. Faire des lois à 8000kms répondant aux réalités hexagonales en voulant les appliquer stricto sensu en Guyane n'a pas de sens ! Ce fonctionnement est plus que jamais devenu obsolète !

Pour exemple, nous avons vu les habitants de la commune de Camopi, une des communes les plus isolées de notre territoire, subissant une vague de suicides depuis des années sans qu'un observatoire du suicide n'ait été mis en place comme c'est le cas dans d'autres régions françaises, ériger un barrage flottant pour montrer leur mécontentement...pour se faire entendre...Nos frères amérindiens qui revendiquent la reconnaissance des droits des autochtones et de leur mode de vie où la France pêche encore !

Pour autre exemple, la commune de Maripasoula s'est vu priver du fret transporté par la compagnie Air Guyane (seule compagnie intervenant sur l'intérieur de la Guyane) et indispensable à sa vie quotidienne. Les habitants devaient alors traverser le fleuve pour s'approvisionner sur la rive surinamaïse, admettez-vous, en tant que grande puissance mondiale, qu'un des pays les pauvres de l'Amérique du Sud nourrisse des français par carence de la France ? Les exemples des dysfonctionnements que subit la population guyanaise au quotidien sont nombreux et ne doivent plus perdurer.

Monsieur le Président, vous avez le devoir en tant que Président de la République de nouvelle génération d'entendre nos souffrances, nous ne pouvons plus compter nos morts, nous ne pouvons plus voir nos jeunes dans la rue, nous ne devons plus laisser la désespérance ambiante envahir les guyanais.

La Guyane a voté pour vous au second tour, la plupart de nos élus appartient à votre groupe, nous avons le droit d'avoir des conditions de vie égales à l'Hexagone !

La Guyane a du potentiel, il est temps que l'Etat prenne la pleine mesure de ses engagements, nous pouvons et nous voulons être des partenaires, être constructifs mais pour cela nous vous demandons de considérer la situation de la Guyane comme une priorité absolue.

En 1985, François Mitterrand disait « *comment pouvons-nous continuer à lancer des fusées sur fond de bidonvilles ?* », 32 ans plus tard, après avoir exproprié des Kourouciens pour permettre l'implantation du CSG devenu CSE, nous ne constatons aucune amélioration à notre quotidien.

Le CSE est un « pays » dans la Guyane qui ne subit aucunement nos difficultés y compris en matière de réseau téléphonique, particulièrement, sur la portion Kourou-Sinnamary où sont implantés les trois pas de tirs européens. Cette zone sur laquelle, les secours peinent à travailler car complètement coupés du monde, zone où l'on peut faire un accident ou se faire agresser sans avoir le moindre moyen de communication. Tout cela sur un territoire qui envoie des satellites de télécommunication pour le monde entier tous les mois !

Monsieur le Président, nous pourrions vous écrire des pages entières sur les difficultés que nous rencontrons mais nous sommes persuadés que vous n'ignorez pas notre réalité. Nous attendons que vous rendiez à la Guyane tout ce qu'elle vous donne : une position géostratégique forte en matière de spatial mais aussi parce que les outre-mers permettent à la France d'être présente sur tous les continents du monde, une puissance environnementale du fait de la biodiversité guyanaise comprenant des espèces rares et remarquables et inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, une puissance minière du fait de la richesse de notre sous-sol que nous ne pouvons toujours pas exploiter et une puissance maritime grâce au territoire maritime immense dont vous bénéficiez.

Nous espérons que vous prendrez la mesure et l'urgence des choses et attendons que votre visite soit le début de la réparation que mérite la Guyane.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de nos salutations respectueuses.

**Le Collectif  
Pou Lagwiann Dékolé**